



HAL
open science

Les indigènes du Mexique : combien sont-ils et où dans l'échelle sociale? in "Le mexique, collection de documents pour comprendre les Amériques – T1", CEMCA , Mexico , pp. 9-16.

Olivier Barbary

► **To cite this version:**

Olivier Barbary. Les indigènes du Mexique : combien sont-ils et où dans l'échelle sociale? in "Le mexique, collection de documents pour comprendre les Amériques – T1", CEMCA , Mexico , pp. 9-16.. Le Mexique, collection de documents pour comprendre les Amériques – T1", CEMCA Mexico, 2013, 978-2-11-138365-4. hal-02480134

HAL Id: hal-02480134

<https://hal.science/hal-02480134v1>

Submitted on 19 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Indigènes du Mexique : combien sont-ils et où dans l'échelle sociale?

Olivier Barbary

Chargé de recherche IRD

Olivier.barbary@ird.fr

Doc. 1 : Les définitions statistiques des individus indigènes

Doc. 2 : Classification ethnolinguistique des ménages indigènes

Doc. 3 : La diversité des conditions sociales des populations indigènes

Doc. 4 : Inégalité du développement local et polarisation du peuplement indigène

Doc. 5 : Migrations et urbanisation des Mayas et des Zapotèques

Au Mexique, comme dans tous les pays d'Amérique latine, le chiffre de la population indigène varie selon la définition qu'on en donne. Après l'abandon en 1895 de la catégorisation raciale ou par les coutumes vestimentaires, alimentaires etc., le recensement des indigènes mexicains a reposé, durant tout le 20ème siècle, sur l'identification des locuteurs de langues indigènes. L'évolution de cette population suit donc la transmission au travers des générations de langues historiquement dominées par l'espagnol, qui s'érode, pour beaucoup d'entre elles, avec la migration hors des zones d'origine et l'urbanisation, situations dans lesquelles les indigènes sont souvent stigmatisés. Ainsi, depuis 1990, la proportion de locuteur dans la population totale diminue rapidement¹ alors même que subsistent, chez les indiens non locuteurs, un ensemble de caractéristiques culturelles, économiques et sociales spécifiques tout aussi importantes que la langue. Aujourd'hui, l'usage du seul critère linguistique conduit à une sous-estimation du fait indigène contemporain, en particulier hors des régions historiques de peuplement indien.

En 2000, après le soulèvement néo zapatiste, et alors que les enjeux politiques et sociaux liées à la question indienne et à la mesure des discriminations se multipliaient, l'INEGI², pour éviter cette sous-estimation, a introduit une seconde question d'auto identification ethnique : « *êtes vous nahuatl, maya, zapotèque... ou d'un autre groupe indigène?* » ; 6,3% de la population avait répondu positivement. Au recensement de 2010, cette auto déclaration bondit à 14,9%, entraînant une augmentation considérable de la population des ménages indigènes : 20,6% de la population mexicaine soit plus de 23 millions de personnes. En officialisant l'auto déclaration indigène dans le recensement, l'Etat reconnaît l'émergence de nouvelles manifestations de l'ethnicité au Mexique. Mais est-il prêt à faire face aux énormes conséquences politiques, sociales et financières qui en découlent ? Pour mieux instruire ce débat au-delà de la question du nombre, nous abandonnons ici la définition statistique unique au profit de la combinaison des critères censitaires linguistique et ethnique au niveau des individus et des ménages pour aboutir à 16 types de ménages (doc. 1 et 2). L'intérêt de cette catégorisation apparaît dans l'analyse des profils démographiques et socioéconomiques de ces types, qui met en évidence la grande hétérogénéité de l'univers indigène (doc. 3). Dans la dynamique contemporaine - marquée par l'émigration, l'urbanisation et l'acculturation linguistique, la variété des 'conditions indiennes' n'est plus réductible aux différences linguistiques et culturelles 'traditionnelles' (document 4 et 5).

¹ 7,5% en 1990, 7,3% en 2000, 6,6% en 2010

² Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática: l'institut national de statistique mexicain (<http://www.inegi.org.mx/>).

Malgré le grand intérêt des résultats du recensement de 2010, nous n'avons pas eu le temps de répéter l'analyse présentée ici qui se limite, pour l'instant, aux données du recensement de 2000.

Les individus indigènes

En 2000 comme en 2010, l'INEGI, pour des raisons de coût, n'identifie la population indigène qu'à partir d'un échantillon de 10% des ménages, auprès desquels les enquêteurs utilisent le questionnaire dit "étendu" (voir les liens dans la bibliographie)³. Les résultats publiés sont, bien sûr, extrapolés à l'ensemble de la population, avec une précision largement suffisante jusqu'à l'échelle des municipes. Comme on le voit sur le document 1, le croisement des réponses aux trois questions permet de distinguer au niveau individuel cinq catégories: (1) les personnes locutrices monolingues (parlant une langue indigène, ne parlant pas l'espagnol, presque tous déclarent leur appartenance à une ethnie indigène), (2) les personnes locutrice bilingues et auto déclarées, (3) les personnes locutrices bilingues et non auto déclarées, (4) les personnes non locutrices mais auto déclarées et enfin (5) les personnes non locutrices et non auto déclarées, que l'on considérera non indigènes.

Le premier enseignement de l'exercice est qu'aucune des catégories n'est statistiquement marginale. En s'appuyant sur l'abondante littérature socio anthropologique sur le thème, on peut proposer une rapide interprétation de cette classification de l'appartenance linguistique et ethnique des individus. À une extrémité de l'éventail, les 14,4% de la population indigène (p.i.) **locuteurs monolingues**, qui s'auto-déclarent presque tous, constituent ce qu'on peut penser être le 'noyau dur' doté de l'identité la plus 'traditionnelle', centrée sur la langue et l'homogénéité du peuplement des territoires indiens historiques. Plus encore qu'à l'absence de transmission intergénérationnelle de la langue évoquée en introduction, son érosion démographique est due aux migrations et à l'interpénétration des espaces de vie indigènes et non indigènes, qui conduisent à la généralisation du bilinguisme et à la relativisation et l'assouplissement de l'identité ethnique en fonction des contextes de résidence et des interactions intercommunautaires. C'est ce qui explique l'importance des deux groupes de **locuteurs bilingues**, devenus majoritaires : ceux qui déclarent leur appartenance ethnique (44% de la p.i.) ou ceux qui ne la déclarent pas (26,7%). Enfin, à l'opposé du premier groupe, dans des contextes de vie beaucoup plus métissés et en relation aux enjeux sociaux et politiques récents de l'ethnicité, on voit surgir dans la population indigène qui se déclare **non locutrice**, une identité nouvelle revendiquée par l'appartenance ethnique. Le recensement de 2000 l'évalue pour la première fois à l'échelle du pays : 14,9% de la p.i. Cependant, selon une critique désormais classique au Mexique et ailleurs, cette approche individuelle des identités est insuffisante. C'est en effet sur des unités collectives (ménages, familles, communautés) que s'exercent les dynamiques démographiques, socioéconomiques et anthropologiques et c'est en leur sein que se façonnent les différents types d'appartenance indigène. Les données censitaires se prêtent naturellement à une approche au niveau des ménages.

L'approche collective dans les ménages

A partir de ces données, en considérant conjointement les attributs linguistique et ethnique des individus et leurs liens de parenté avec le chef de ménage (c.m), on peut construire et justifier une classification statistique de 'l'identité collective' des ménages. Nous distinguons pour cela quatre situations (document 2) :

³ Du point de vue logistique, il s'agit d'une opération très lourde puisque cette enquête au questionnaire long porte sur plus de dix millions d'individus en 2010.

- i) Le c.m. et son conjoint partagent les mêmes caractéristiques linguistique (locuteurs mono ou bilingues ou non locuteurs) et ethnique (appartenance auto déclarés ou non). Selon la combinatoire de ces critères individuels, on obtient alors quatre types de ménages, constitués autour d'un noyau adulte principal homogène, dans lesquels on peut s'attendre à une 'cohérence identitaire' forte de l'ensemble des membres du ménage. Cette situation de noyau conjugal homogène concerne au total 995.766 ménages, soit 38,6% des ménages indigènes (m.i.).
- ii) Le c.m. et son conjoint ont des caractéristiques différentes (l'un des deux au moins étant locuteur ou auto déclaré)⁴. On retient alors pour caractéristique du ménage - de manière arbitraire - celle de la personne 'la plus indigène', dans l'ordre suivant : locuteur monolingue déclaré, locuteur bilingue déclaré, locuteur non déclaré, non locuteur déclaré. L'ensemble ainsi constitué se compose de 1.369.431 ménages, soit 53,1% des m.i.
- iii) Le couple adulte principal ne possède aucune caractéristique indigène. Dans ce cas, on s'intéresse d'abord aux individus du ménage membres apparentés de générations collatérales ou d'ascendants du c.m. ou de son conjoint : frères et sœurs, cousins, parents, oncles et tantes, grands parents, etc. À nouveau, celui qui, parmi ces individus, possède le plus d'attributs indigènes décide du statut ethnolinguistique du ménage. Ces ménages sont au nombre de 48.703, soit 1,9% des m.i.
- iv) Enfin, lorsque ni le c.m., ni son conjoint, ni leurs apparentés dans les générations collatérales ou ascendantes, ne sont locuteurs ou auto déclarés, le statut indigène du ménage peut provenir, s'il s'en trouve, de locuteurs ou d'auto déclarés des générations de descendants : enfants, petits enfants, neveux ou nièces, etc. du c.m. ou du conjoint. On obtient ainsi les quatre derniers types, transmis aux ménage par la personne la 'plus indigène' de ces générations, qui totalisent 164.528 ménages, soit 6,4% des m.i.

Le croisement des attributs linguistique et ethnique individuels avec la position de ces individus dans la structure familiale des ménages permet d'assigner 16 types ethnolinguistiques distincts, dont les populations sont données dans le tableau. Cette construction, qui s'inspire de l'ethnolinguistique et de l'anthropologie indigéniste au Mexique, a cependant un objectif différent. Elle vise l'analyse sociodémographique de différents groupes de population, en mettant en évidence leurs points communs et leurs spécificités ; ce qui va nous intéresser maintenant.

Relation statistique entre les positions socioéconomique et ethnolinguistique des ménages

Le recensement mexicain fournit une information riche sur les individus, les ménages et les logements : localisation géographique des ménages, modalité d'occupation et conditions physiques du logement, accès au services publics et équipement en biens de consommation, composition des ménages et caractéristique démographiques des individus, fécondité des femmes de 12 ans et plus, capital éducatif des individus, sécurité sociale et santé, activité économique, revenus, migration durée de vie, migration depuis cinq ans, migration internationale. A partir de l'ensemble de ces variables, l'Analyse Factorielle des Correspondances Multiples (Benzécri 1973, 1980) permet d'observer et d'interpréter le positionnement des différents types de ménages indigènes au sein des grandes structures de différenciation démographique, sociale et économique de l'ensemble des ménages mexicains⁵.

⁴ On agrège à ce groupe les ménages monoparentaux où le c.m. est indigène.

⁵ Les sorties statistiques et graphiques de cette analyse sont trop complexes pour être reproduits ici. Mais le commentaire qui suit est basé sur ces résultats statistiques et fait parfois allusion au positionnement des ménages sur le premier plan factoriel de l'AFC qui synthétise à la fois l'échelle sociale et la composition démographique des ménages. Les photos et les cartes proposés dans les documents 3 à 5 illustrent ces résultats statistiques.

Sans surprise, la différenciation socioéconomique domine largement la hiérarchie des structures présentes dans les données. Le long du premier facteur (axe horizontal), qui rend compte de la position des ménages dans l'échelle sociale, on peut diviser l'espace social mexicain en quatre groupes, depuis les classes aisées à gauche, jusqu'aux classes les plus pauvres à l'extrémité droite du plan. Le second facteur (axe vertical) est, quant à lui, lié à la composition et à la différenciation démographique des ménages. Considérons maintenant la projection des principaux groupes ethniques du pays ; leur position est significative de l'écart de leur profil socioéconomique au profil moyen de l'ensemble des ménages mexicains, situé à l'origine du plan.

Ce qui frappe, au delà du fort handicap qui marque la population indienne dans son ensemble, c'est son hétérogénéité tout au long de l'espace socioéconomique des classes moyennes, populaires et des plus pauvres. Tous les profils moyens des ménages locuteurs sont concentrés dans les classes les moins favorisées et une véritable frontière socioéconomique les sépare des ménages indigènes qui ne pratiquent plus leur langue d'origine et ont accès aux classes moyennes. À l'intérieur de la population indigène locutrice on distingue clairement trois sous ensembles. Le premier, composé des ménages Chol, Tzeltal et Tzotzil (ethnies majoritaires du Chiapas), occupe la position la plus enclavée dans l'indigence et la marginalisation par leur exclusion de l'accès aux ressources : logement, éducation, emplois, services publics et sociaux, biens de consommation, etc. Le second groupe, majoritaire, se concentre dans la moitié inférieure des classes populaires où, très probablement, une grande partie des ménages se situe en dessous du seuil de revenu mensuel de 400 pesos par tête. On y trouve les groupes ethnolinguistiques les plus importants du centre et du nord du pays, Nahuatl, Huasteco, Mixteco, Chinanteco, Mixe, Mazateco, Totonaca, Tarahumara, ainsi que l'ensemble des ménages locuteurs d'autres langues indigènes. Ainsi, les migrants Nahuatl, présents dans toutes les grandes villes mexicaines, sont très souvent cantonnés dans les logements vétustes des vieux centres-villes ou dans les quartiers périphériques souvent illégaux (doc. 3 : photo 2). Le dernier ensemble, composé des ménages Mayas, Zapotecos, Purépechas, Otomis et Mazahuas, occupe une position socioéconomique relativement meilleure dans la moitié supérieure des classes populaires.

Les Purépechas, par exemple, dont la région d'origine dans l'arrière pays du Michoacan fait preuve d'un grand dynamisme commercial autour de l'artisanat et du tourisme (Patzcuaro et son lac reçoivent des centaines de milliers de touristes mexicains et étrangers, en particulier le 1^{er} novembre pour les célébrations traditionnelles du día de muertos), réussissent à concilier une relative sédentarité et un très fort enracinement culturel avec le développement économique. Dans le village d'Angahuan (doc. 3 : photo 1), point de départ touristique vers le volcan Parícutín et le parc national du pico de Tancitaro, la place de l'église accueille tous les jours un important marché et le village entier est sonorisé par une radio communautaire qui diffuse en permanence et seulement en Tarasco (langue Purépecha), des annonces commerciales, d'événements religieux, sociaux ou politiques. Le village de Paracho, au nord d'Uruapan, est quant-à-lui un centre très connu de lutherie artisanale, qui déborde maintenant le seul marché mexicain des guitares, violons et contrebasses pour exporter vers les Etats-Unis et l'Europe.

A l'inverse, l'insertion économique et sociale des Otomis repose sur une tradition migratoire ancienne, intense et de longue distance, en particulier vers les grandes villes, où la scolarisation des jeunes générations est maintenant générale (pour les filles comme les garçons), mais où l'identité culturelle est souvent plus métissée, voire 'folklorique', que chez les Purépecha (doc. 3 : photo 3).

La polarisation du peuplement expose aux inégalités du développement local

Les inégalités socioéconomiques n'affectent pas que le monde indigène. Il faut les replacer dans la segmentation économique et sociale de l'ensemble de la population Mexicaine et tenir compte d'un de ses principaux déterminants : l'hétérogénéité du développement dans le territoire national (doc. 4, carte 1). Le cas des indiens Tseltal et Tsotsil du Chiapas est particulièrement parlant. Au sud du pays, isolés du reste de l'espace socioéconomique national, les Etats du Chiapas, Oaxaca et Guerrero forment une enclave de pauvreté où la grande majorité des ménages connaissent la précarité économique (condition de logement, revenus, équipements en bien) et l'exclusion de l'accès aux services publics (eau, électricité, assainissement), à l'éducation, à la santé, etc. Ainsi, par exemple, les ménages dont le revenu est inférieur à 400 pesos par tête sont 60% du total dans le Chiapas, 55% dans le Oaxaca et 47% dans le Guerrero (contre 27% en moyenne nationale). L'exclusion socioéconomique est plus forte encore, de manière générale, dans l'ensemble des espaces ruraux de ces états. Dans ce contexte local très déprimé, les ethnies indigènes du Chiapas sont encore plus défavorisées : les pourcentages de ménages dont le revenu est inférieur à 400 pesos s'élèvent à 80% pour les Tzotzil et 77% chez les Tzeltal et ceux où l'analphabétisme est présent à 70% et 67% respectivement (contre 44% pour la moyenne de l'Etat). On ne peut s'empêcher de voir dans l'importance de ces écarts une des causes majeure du déclenchement de l'insurrection néo zapatiste, ce qui est régulièrement rappelé par ses dirigeants dans leurs interventions publiques ou leurs communiqués, via la presse ou Internet.

Ces inégalités socioéconomiques sont le produit de facteurs multiples en interaction au sein de l'espace très segmenté du point de vue du développement local et régional qu'est le territoire mexicain. Les migrations jouent donc un grand rôle dans la différenciation socio ethnique. Le modèle explicatif le plus utilisé et discuté au Mexique est celui des 'régions de refuge' (Aguirre Beltran, 1973). Les populations indigènes des plus isolées géographiquement et en termes d'accès à la technologie et aux infrastructures (routes, électricité, téléphone, etc.) sont les plus exclues du développement national. C'est typiquement le cas des indiens du Chiapas qui, comme le montre la carte 2 du doc. 4 pour les Tseltal, en l'absence d'une dynamique migratoire hors de l'Etat, sont toujours, dans leur immense majorité, assignés à résidence dans des territoires totalement enclavés. Le choix politique zapatiste, reposant sur la revendication d'un développement local autonome, a-t'il les moyens d'inverser cette logique d'isolement, d'appauvrissement et d'exclusion sociale ? Le même isolement caractérise la Sierra des Tarahumaras dans l'Etat du Chihuahua. Mais, avec une émigration plus ancienne et marquée vers les villes de Chihuahua et Juarez, puis en dehors de l'Etat et même au Etats-Unis, une partie des Tarahumaras parvient à briser l'exclusion sociale et économique, au prix sans doute de la déstructuration de leur société traditionnelle.

Maya et Zapotèques : la variété des processus d'intégration à la société moderne

Comme pour les Tarahumaras, ce sont les migrations intensives vers les villes et les régions agroindustrielles du Mexique et des Etats-Unis qui expliquent la plus grande partie de la progression socioéconomique globale, mais limitée, des grands groupes ethniques du centre et du nord mexicain et leur insertion d'ensemble aux classes populaires. Pour les groupes les mieux 'intégrés' au plan social et économique, on peut avancer l'articulation de deux facteurs majeurs : la migration vers les villes se combine avec l'accès à l'éducation pour permettre une insertion professionnelle importante dans le secteur tertiaire. Les deux cartes du document 5 illustrent le cas des Mayas et des Zapotèques.

Avec le développement du tourisme dans le Yucatan et le Quintana Roo, ce sont les Mayas qui valorisent, depuis une trentaine d'années, leur capital éducatif et culturel dans la région et, plus récemment, dans les sites archéologiques du Campeche (Calakmul, Carmen). Mais malgré les salaires relativement hauts dans le contexte national, l'élévation parallèle du coût de la vie dans ces zones touristiques grève leur ascension sociale et des migrations de plus longues distances apparaissent. Dans l'Etat de Mexico et au D.F., vers les villes d'Acapulco, Puebla et Veracruz, on pense encore à une insertion dans l'artisanat et le commerce touristique. Les migrations lointaines vers le Sinaloa (El fuerte, Guasave) et l'Etat de Sonora (Benito Juarez), plus nombreuses, sont liées, quant-à-elles, à l'appel de main d'œuvre que produit le développement des secteurs agroindustriels tropical (riz, soja, canne à sucre) et du maraichage sous serre (Fruits, fleurs et légumes). Il serait intéressant d'étudier l'évolution de cette migration en 2010 et si les Mayas connaissent les mêmes postes et conditions de salaires que les migrants d'autres origines.

De longue date, la vieille tradition de scolarisation des Zapotèques leur a permis, à partir de l'urbanisation et de la migration locale, dans le Oaxaca, de pénétrer dans fonction publique, l'administration et le commerce. C'est le seul cas, dans cette étude, d'un groupe indigène important moins marginalisé en moyenne que l'ensemble de la population de son Etat d'origine. L'explication est paradigmatique des relations entre différenciation sociale, géographie économique et ségrégation ethnique car elle tient à la somme des trois facteurs : leur tradition de scolarisation meilleure et plus ancienne que tous les autres groupes, leur intégration au sein de l'Etat mexicain depuis le 19^{me} siècle, avec la figure emblématique du Président Benito Juarez, leur mobilité vers les villes et leur insertion dans la bureaucratie et le corps enseignant. De plus, la diversification des routes migratoires Zapotèques, frappante sur la carte 2 du Doc. 5, est plus ancienne et marquée que pour les Mayas. Ce sont d'abord les seuls indigènes locuteurs présents de manière significative dans presque toutes les grandes villes mexicaines. On trouve ensuite des communautés Zapotèques très importantes dans des contextes de développement récents, urbains comme à Coatzacoalcos, le grand port pétrolier au sud du Veracruz (219 locuteurs) et dans le port d'Ensenada en Basse Californie (171 locuteurs), ou ruraux à Elota, petit municpe de la côte du Sinaloa (254 locuteurs) et à San Miguel de Horcasitas dans l'intérieur de l'Etat de Sonora (441 locuteurs), en lien à nouveau avec des projets agroindustriels.

Conclusion

La forte ségrégation de la population indigène mexicaine est attestée par de nombreux travaux anthropologiques et sociodémographiques ; pour ces derniers le plus souvent à partir d'indices synthétiques démographiques ou de pauvreté (Fernández Ham 1993, Serrano, Embriz Osorio et Fernandez Ham 2002, Lartigue et Quesnel coords. 2003); on saisi mieux, à partir de notre analyse, la diversité et l'accumulation des facteurs économiques, résidentiels, d'accès à l'éducation et à l'emploi, etc. qui déterminent son niveau de pauvreté. Le processus d'insertion sociale et économique des différents groupes indigènes du Mexique est conditionnée, en grande partie, par leur mobilité et leur capacité d'interaction avec des régions et des secteurs sociaux mieux positionnés en termes technologiques, commerciaux, industriels ou d'accès aux infrastructures. Cependant, malgré ces facteurs d'hétérogénéité sociale communs aux populations indigène et non indigène, et à l'exception près des Zapotèques, tous les groupes ethniques occupent une position socioéconomique moyenne inférieure à la moyenne de la population de leur Etat d'origine. Avec l'explosion de l'auto déclaration indigène au recensement de 2010 et l'accès libre aux données de l'INEGI s'ouvre une nouvelle ère passionnante d'analyse et de débat scientifique et politique sur ce thème.

Bibliographie :

Barbary O. (2008), Inégalités sociales et populations indigènes au Mexique : une approche plurielle, communication à la conférence internationale ‘*Statistiques sociales et diversité ethnique : doit-on compter, comment et à quelles fins?*’ Centre Inter-Universitaire Québécois de Statistiques Sociales, Montréal, 6 au 8 décembre 2007, 16 p. (<http://www.ciqss.umontreal.ca/Docs/SSDE/pdf/Barbary.pdf>)

Fernandez Ham P., (2001), La población indígena, hablantes y regiones indígenas, in *Demos (14)*, *Carta demográfica de México*, UNAM, México. (<http://www.ejournal.unam.mx/dms/no13/DMS01314.pdf>)

Serrano Carreto E., Embriz Osorio A. et Fernandez Ham P., coords., (2002), *Indicadores socioeconómicos de los pueblos indígenas de México, 2002*, INI-PNUD, CONAPO Mexico D.F. (http://www.cdi.gob.mx/index.php?option=com_content&task=view&id=206&Itemid=49)

INEGI, (2000 et 2010), Cuestionarios ampliados del censo de población y viviendas, INEGI Mexico D.F. (Questionnaire recensement 2000, <http://www.inegi.org.mx/inegi/default.aspx?s=est&c=9531&pred=1>) (Questionnaire recensement 2010, <http://www.inegi.org.mx/inegi/default.aspx?s=est&c=17299&pred=1>)